



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

Procès-verbal

de l'Assemblée

Le mardi 3 juin 1997 — N° 110

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jean-Pierre Charbonneau

QUÉBEC

3 juin 1997

3 juin 1997

Le mardi 3 juin 1997

N° 110

La séance est ouverte à 10 h 03.

Moment de recueillement

M. le Président communique et dépose:

Une lettre, en date du 27 mai 1997, que lui adressait M. Daniel Johnson, chef de l'opposition officielle, concernant le remplacement de Mme Nicole Loiselle (Saint-Henri—Sainte-Anne) par M. Norman MacMillan (Papineau) à titre de membre suppléant du Bureau de l'Assemblée nationale.

(Dépôt n° 919-970603)

M. Brouillet, vice-président, fait motion pour que cette modification à la composition du Bureau de l'Assemblée nationale soit adoptée.

Cette motion est adoptée.

AFFAIRES COURANTES

Dépôt de documents

M. Bélanger, leader du gouvernement, dépose:

La réponse à la question écrite de M. Copeman (Notre-Dame-de-Grâce) concernant certains

3 juin 1997

bénéficiaires de la sécurité du revenu – Question n° 31, *Feuilleton et préavis* du 28 mai 1997.
(Dépôt n° 920-970603)

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Le rapport que lui a transmis le Dr. Michel Tétreault, du Groupe tactique d'intervention dans les urgences, sur la situation de la chirurgie cardiaque au Centre hospitalier universitaire de Montréal (CHUM).

(Dépôt n° 921-970603)

M. le Président dépose:

Les rapports annuels, transmis par l'Inspecteur général des institutions financières pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1996, des organismes suivants:

—le Conseil des assurances de personnes;

(Dépôt n° 922-970603)

—le Conseil des assurances de dommages.

(Dépôt n° 923-970603)

Dépôt de rapports de commissions

M. Sirros (Laurier-Dorion) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 15, 21 et 30 mai 1997, a étudié en détail le projet de loi:

n° 97Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec – Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 924-970603)

M. Baril (Arthabaska) dépose:

3 juin 1997

Les rapports de la Commission des finances publiques qui a étudié en détail les projets de loi suivants:

Les 22 et 30 mai 1997:

n° 108 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal —
Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 925-970603)

Le 29 mai 1997:

n° 110 Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives —
Rapporté avec des amendements.

(Dépôt n° 926-970603)

M. Chagnon (Westmount—Saint-Louis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'administration publique qui a entendu, le 14 mai 1997, le sous-ministre des Affaires municipales et, le 21 mai 1997, le Secrétaire du Conseil du trésor, en vertu de la *Loi sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics*. Le rapport contient des recommandations.

(Dépôt n° 927-970603)

M. le Président dépose:

Le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui, le 29 mai 1997, a statué sur diverses affaires courantes.

(Dépôt n° 928-970603)

Dépôt de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition concernant le maintien du choix entre la maternelle à temps plein et celle à mi-temps:

3 juin 1997

—le premier, extrait d'une pétition signée par 247 citoyens et citoyennes du comté de Masson, par M. Blais (Masson);

(Dépôt n° 929-970603)

—le deuxième, extrait d'une pétition signée par 161 citoyens et citoyennes du comté de Vanier, par Mme Barbeau (Vanier).

(Dépôt n° 930-970603)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Vallières (Richmond) dépose:

Copie d'une annonce portant sur divers établissements touristiques de la ville de Québec, parue dans l'édition du 9 avril 1997 du journal *Le Rimouskois* et réalisée en collaboration avec le ministre responsable du Développement des régions.

(Dépôt n° 931-970603)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Filion (Montmorency) dépose:

Copie d'une lettre, en date du 21 mai 1997, adressée à M. Michel Guimond, député fédéral de Beauport-Montmorency-Orléans, par M. Rémy Trudel, ministre des Affaires municipales, concernant le schéma d'aménagement de la MRC La Côte-de-Beaupré.

(Dépôt n° 932-970603)

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote reporté à la séance du 30 mai 1997 sur le rapport de la Commission de la culture relatif au projet de loi n° 40, Loi modifiant la Charte de la langue française.

3 juin 1997

Le rapport est adopté par le vote suivant:

(Vote n° 142 en annexe)

Pour: **64** Contre: **37** Abstention: **0**

Motions sans préavis

M. Trudel, ministre des Affaires municipales, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la dixième édition de la Semaine de la municipalité, qui se déroule du 1^{er} au 7 juin 1997 sous le thème «Au coeur de la municipalité: le citoyen», et qui a comme principal objectif de sensibiliser les citoyennes et les citoyens à l'importance de la municipalité dans leur vie quotidienne.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélanger, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 79, Loi instituant la Commission des lésions professionnelles et modifiant diverses dispositions législatives, et afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi n° 111, Loi modifiant la Loi sur les forêts, et le projet de loi n° 141, Loi sur l'Agence de l'efficacité énergétique;
- la Commission de l'aménagement du territoire, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants dans l'ordre indiqué: le projet de loi n° 140, Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports, et le projet de loi n° 112, Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités;
- la Commission des institutions, afin de tenir des consultations particulières sur le projet de loi n°

3 juin 1997

138, Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des finances publiques relatif au projet de loi n° 57, Loi modifiant la Loi sur les fabriques et d'autres dispositions législatives.

Le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des finances publiques relatif au projet de loi n° 95, Loi instituant le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail.

Un débat s'ensuit.

À 13 heures, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 06.

3 juin 1997

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée poursuit le débat sur la prise en considération du rapport de la Commission des finances publiques relatif au projet de loi n° 95, Loi instituant le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail.

Sur la motion de Mme Caron, leader adjointe du gouvernement, le débat est ajourné.

Débats sur les rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture qui a tenu des consultations particulières le 6 avril 1995, publié un document de consultation en juin 1996, tenu une consultation générale les 1^{er}, 8, 9, 16, 17, 22, 23, 24, 30 et 31 octobre 1996 et siégé en séance de travail les 2 février, 30 mars, 17 mai et 21 novembre 1995, les 21 et 22 février, 14 et 29 mai, 18 et 19 juin, 12 et 20 novembre 1996, de même que les 22 et 23 janvier, 11, 12, 18, 19 et 20 février, 5 mars, 9 avril, 6, 7, 14, 21 et 22 mai 1997 dans le cadre de son mandat d'initiative sur les enjeux du développement de l'inforoute québécoise. Le rapport contient des recommandations.

Avant que le débat ne s'engage, M. Brouillet, vice-président, informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole pour ce débat restreint: cinq minutes sont allouées à chacun des députés indépendants; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat; dans ce cadre, le temps non utilisé par l'un des groupes parlementaires ou par les députés indépendants pourra être redistribué et les interventions ne seront soumises à aucune limite.

Suit le débat sur le rapport.

Sur la motion de Mme Caron, leader adjointe du gouvernement, le débat est ajourné.

Projets de loi du gouvernement

3 juin 1997

Adoption

Mme Harel, ministre de la Sécurité du revenu, propose que le projet de loi n° 102, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur les régimes complémentaires de retraite afin de favoriser la retraite progressive et la retraite anticipée, soit adopté.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de Mme Caron, leader adjointe du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi n° 103, Loi modifiant la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre et d'autres dispositions législatives, ainsi que les amendements transmis par Mme Harel, ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité.

Les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, Mme Harel, ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité, propose que le projet de loi n° 103, Loi modifiant la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de Mme Caron, leader adjointe du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

3 juin 1997

M. Rioux, ministre du Travail, propose que le projet de loi n° 126, Loi modifiant la Loi sur le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 126 est adopté.

À 17 h 52, M. Pinard, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 01.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée reprend le débat sur la prise en considération du rapport de la Commission des finances publiques relatif au projet de loi n° 95, Loi instituant le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail.

Le débat terminé, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des finances publiques relatif au projet de loi n° 139, Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières, ainsi que l'amendement transmis par M. Landry, ministre des Finances.

3 juin 1997

Après débat, l'amendement est adopté.

Le rapport amendé est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des finances publiques relatif au projet de loi n° 120, Loi modifiant la Loi sur l'inspecteur général des institutions financières et d'autres dispositions législatives.

Le rapport est adopté.

Adoption

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce, proposant que le projet de loi n° 90, Loi modifiant la Loi sur les coopératives afin de permettre la constitution de coopératives de solidarité, soit adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 90 est adopté.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce, proposant que le projet de loi n° 94, Loi modifiant la Loi sur l'aide au développement des coopératives, soit adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 94 est adopté.

M. Cliche, ministre de l'Environnement et de la Faune, propose que le projet de loi n° 86, Loi sur le parc marin du Saguenay—Saint-Laurent, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 86 est adopté.

3 juin 1997

M. Cliche, ministre de l'Environnement et de la Faune, propose que le projet de loi n° 105, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 105 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi n° 106, Loi modifiant la Loi sur la presse.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de M. Boisclair, ministre délégué aux Relations avec les citoyens et à l'Immigration, le débat est ajourné.

À 22 h 19, sur la motion de M. Boisclair, ministre délégué aux Relations avec les citoyens et à l'Immigration, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 4 juin 1997, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE CHARBONNEAU

ANNEXE

Votes par appel nominal

Sur le rapport de la Commission de la culture relatif au projet de loi n° 40, Loi modifiant la Charte de la langue française:

3 juin 1997

(Vote n° 142)

POUR - 64

Barbeau	Brien	Jutras	Morin
Baril	Campeau	Kieffer	<i>(Nicolet-Yamaska)</i>
<i>(Arthabaska)</i>	Caron	Lachance	Papineau
Baril	Charest	Landry	Paquin
<i>(Berthier)</i>	Chevrette	<i>(Bonaventure)</i>	Paré
Beaudoin	Cliche	Landry	Payne
Beaulne	Côté	<i>(Verchères)</i>	Pelletier
Beaumier	Désilets	Laprise	Perreault
Bégin	Dion	Laurin	Rioux
Bélangier	Doyer	Leduc	Rivard
<i>(Anjou)</i>	Facal	Léger	Robert
Bertrand	Filion	Lelièvre	Rochon
<i>(Charlevoix)</i>	Gagnon	Léonard	Saint-André
Bertrand	Garon	Létourneau	Signori
<i>(Portneuf)</i>	Gaulin	Malavoy	Simard
Blais	Gendron	Marois	<i>(Richelieu)</i>
Boisclair	Harel	Ménard	Trudel
Boucher	Jolivet	Morin	
Boulerice	Julien	<i>(Dubuc)</i>	

CONTRE - 37

Beaudet	Chagnon	Delisle	Gagnon-Tremblay
Benoit	Cherry	Dumont	Gautrin
Bergman	Ciaccia	Farrah	Gauvin
Bissonnet	Copeman	Fournier	Gobé
Bordeleau	Cusano	Frulla	Houda-Pepin

Johnson	Maciocia	Ouimet	Vaive
Kelley	MacMillan	Paradis	Vallières
Le Hir	Marsan	Parent	
Lefebvre	Middlemiss	Poulin	
LeSage	Mulcair	Sirros	

ABSTENTION - 0